



Conseil de sécurité

Briefing sur le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine

New York, le 7 juin 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président,

Et je remercie la Sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires Joyce Msuya pour son intervention.

Les conséquences de la haute intensité des attaques russes sont ressenties dans toute l'Ukraine. La Suisse est profondément troublée par les nouvelles quotidiennes en provenance de diverses régions où des vies humaines sont brisées et où les besoins humanitaires s'aggravent. Ces attaques doivent cesser.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'escalade des attaques à Kharkiv dont Mme Msuya vient d'énoncer les conséquences, y inclus la frappe du 25 mai qui a détruit un centre commercial bondé en plein milieu de la journée. Nos pensées vont aux proches des dix-neuf personnes tuées et nous souhaitons un prompt rétablissement aux près de cinquante blessés. Depuis la dernière discussion de ce Conseil sur la situation humanitaire en Ukraine, le nombre de victimes civiles n'a cessé d'augmenter, tout comme les dommages causés aux infrastructures civiles, y compris les infrastructures énergétiques. Nous condamnons les attaques indiscriminées ou disproportionnées. Le droit international humanitaire est sans équivoque : toutes les parties doivent respecter ses règles en toutes circonstances, y inclus celles relatives à la conduite des hostilités, et assurer la protection de la population civile. Notamment, les civils et les objets civils ne doivent pas être des cibles.

Au fur et à mesure que les attaques s'intensifient, de plus en plus de personnes fuient pour sauver leur vie. Le mois dernier, des milliers d'habitants ont été contraints d'évacuer la région de Kharkiv, parmi lesquels des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. L'une des femmes qui a fui se souvient que « tout laisser derrière soi, tout en sachant que mes amis et ma famille sont toujours là, est ce qu'il y a de plus difficile ». Et pour certains d'entre eux, il s'agit du retour d'un cauchemar déjà connu : au cours des premiers mois de l'agression militaire russe en 2022, près d'un tiers des personnes déplacées à l'intérieur du pays avait fui la région de Kharkiv, selon l'organisation internationale pour les migrations (OIM).

Nous exprimons à nouveau notre gratitude aux partenaires humanitaires qui viennent en aide aux personnes déplacées et aux civils touchés par les combats dans des conditions difficiles et souvent au risque de leur propre sécurité. Nous réitérons l'obligation, en vertu du droit international, de protéger le personnel humanitaire et le personnel des Nations unies, y compris le personnel national et local. Le Conseil a réaffirmé cette obligation par la résolution 2730 le mois dernier. Je rappelle également l'obligation d'autoriser et de faciliter un accès humanitaire complet, rapide et sans entrave à tous les civils dans le besoin et dans toute l'Ukraine, y compris dans les territoires sous contrôle militaire russe.

Monsieur le Président,

Malgré la situation préoccupante, je souhaite souligner deux développements positifs : Premièrement, un échange de prisonniers de guerre a eu lieu à la fin du mois de mai - le premier échange depuis près de quatre mois. Deuxièmement, nous nous réjouissons de la réunification des enfants ukrainiens avec leurs familles. Ces exemples nous rappellent que même dans les situations les plus difficiles, l'action diplomatique et humanitaire peut déboucher sur des accords et des améliorations tangibles pour la population civile.

Plus la guerre se prolonge, plus les appels à des solutions pacifiques se font insistants et urgents. Les réalités du terrain nous rappellent qu'il faut davantage de diplomatie pour construire la paix. En tant qu'Etats-membres, nous avons la responsabilité première à l'égard des personnes qui ont besoin de protection. Avec le sommet sur la paix en Ukraine, la Suisse souhaite apporter sa contribution. Ce sommet vise donc à renforcer une compréhension commune pour une paix globale, juste et durable, de fournir une plateforme pour des discussions de haut-niveau et d'initier un processus de paix. Il n'est pas dirigé contre la Russie. Il s'agit d'offrir une plateforme à un large éventail de pays pour qu'ils expriment leur point de vue et leurs propositions pour aller de l'avant, afin de contribuer à la préparation d'éventuels futurs pourparlers sur la paix entre les parties. Nous comptons sur le soutien des participants de toutes les régions du monde, afin de faire un pas vers un futur processus de paix conforme à la Charte des Nations Unies.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mister President,

And I thank Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs Ms. Joyce Msuya for her statement.

The consequences of the high intensity of Russian attacks are being felt throughout Ukraine. Switzerland is deeply troubled by the daily news from various regions where human lives are being shattered and humanitarian needs are worsening. These attacks must stop.

We are particularly concerned by the escalation of attacks in Kharkiv the consequences of which Ms. Msyua has just outlined, including the strike on May 25 which destroyed a crowded shopping mall in the middle of the day. Our thoughts are with the relatives of the nineteen people killed, and we wish a speedy recovery to the nearly fifty injured. Since this Council last discussed the humanitarian situation in Ukraine, the number of civilian casualties has continued to rise, as has the damage to civilian infrastructure, including energy infrastructure. We condemn indiscriminate or disproportionate attacks. International humanitarian law is unequivocal: all parties must respect its rules in all circumstances, including those relating to the conduct of hostilities, and ensure the protection of the civilian population. Notably, civilians and civilian objects must not be targets.

As the attacks intensify, more and more people are fleeing to save their lives. Thousands of people had to evacuate the Kharkiv region last month, among them older people and people with disabilities. One of the women who fled recalled that "Leaving all behind, knowing my friends and family are still there, is truly the hardest thing". For some of them, it's an all too familiar nightmare: in the first few months of Russia's military aggression in 2022, almost a third of all internally displaced people fled from the Kharkiv region, according to the International Organization for Migration (IOM).

Once again, we would like to express our gratitude to the humanitarian partners who are helping displaced people and civilians affected by the fighting under difficult conditions, often at the risk of their own safety. We reiterate the obligation under international law to protect humanitarian and UN personnel, including national and local staff. The Council reaffirmed this obligation in Resolution 2730 last month. I also recall the obligation to allow and facilitate full, rapid and unimpeded humanitarian access to all civilians in need throughout Ukraine, including in territories under Russian military control.

Mister President,

Despite the dire situation, I would like to highlight two positive developments: Firstly, an exchange of prisoners of war took place at the end of May - the first exchange in almost four months. Secondly, we welcome the reunification of Ukrainian children with their families. These examples remind us that even

in the most difficult situations, diplomatic and humanitarian action can lead to agreements and tangible improvements for the civilian population.

The longer the war goes on, the more insistent and urgent are the calls for peaceful solutions. The realities on the ground remind us that more diplomacy is needed to build peace. As member States, we have the primary responsibility for those in need of protection. With the Summit on peace in Ukraine, Switzerland wishes to make its contribution. The aim of the Summit is therefore to strengthen a common understanding for a comprehensive, just and lasting peace, to provide a platform for high-level discussions and to initiate a peace process. It is not directed against Russia. It is about providing a platform for a wide range of countries to express their views and proposals for moving forward, in order to contribute to the preparation of possible future peace talks between the parties. We are counting on the support of participants from all regions of the world, in order to take a step towards a future peace process in line with the UN Charter.

I thank you.